

Plan ministériel

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

2019-2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Canada. Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Plan ministériel 2019-2020.

Annuel.

Titre en anglais : Departmental Plan 2019-20.

Également disponible sur Internet à : www.sirc-csars.gc.ca

PS106-4F-PDF

ISSN : 2292-6186

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2019.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Message du président | 3 |
| Aperçu de nos plans et contexte opérationnel..... | 5 |
| Résultats prévus : ce que nous voulons accomplir cette année et par la suite..... | 7 |
| Responsabilités essentielles..... | 7 |
| Enquêtes sur les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité..... | 7 |
| Description | 7 |
| Faits saillants de la planification..... | 7 |
| Services internes | 11 |
| Description | 11 |
| Dépenses et ressources humaines | 13 |
| Dépenses prévues | 13 |
| Ressources humaines prévues | 14 |
| Budget des dépenses par crédit voté | 14 |
| État des résultats condensé prospectif | 14 |
| Renseignements complémentaires | 17 |
| Renseignements ministériels | 17 |
| Profil organisationnel | 17 |
| Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités | 17 |
| Cadre de présentation de rapports | 17 |
| Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes | 18 |
| Tableaux de renseignements supplémentaires | 18 |
| Dépenses fiscales fédérales | 18 |
| Coordonnées de l'organisation | 18 |
| Annexe : définitions..... | 19 |
| Notes en fin d'ouvrage | 23 |

Message du président

C'est avec plaisir que je présente le Plan ministériel du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) pour 2019-2020.

Nous continuerons de fournir de l'information sur ce que fait le CSARS et sur les résultats que nous tenterons de réaliser au cours de la prochaine année. Dans le présent rapport, nous décrivons les programmes et les services que nous offrons aux Canadiens, nos priorités pour 2019-2020 et la façon dont notre travail nous permettra d'honorer les engagements énoncés dans notre mandat ministériel et de réaliser les priorités du gouvernement.



Au cours de la prochaine année, le CSARS continuera de remplir son mandat en s'acquittant de ses trois grandes fonctions: remettre au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile un certificat indiquant dans quelle mesure le rapport annuel du directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) lui paraît acceptable; examiner en profondeur les activités du SCRS et enquêter sur les plaintes.

Le Comité continue de s'acquitter de son mandat en sachant toutefois que celui-ci pourrait changer dans l'avenir. Au moment d'écrire ces lignes, le projet de loi C-59 est toujours à l'étude au Sénat, incluant la proposition du gouvernement de mettre sur pied l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) chargé d'examiner les activités relatives à la sécurité nationale et au renseignement à l'échelle du gouvernement. Si le projet de loi est adopté sans amendement, l'OSSNR étendra l'examen spécial des activités relatives à la sécurité nationale, que le CSARS effectue depuis plus de 30 ans, à tous les ministères et organismes responsables de la sécurité nationale et du renseignement.

Les dispositions transitoires du projet de loi qui constituera l'OSSNR prévoient que le personnel actuel du CSARS sera transféré au nouvel OSSNR, et que les membres du Comité continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin de leur mandat. Le CSARS constituera ainsi le fondement de l'OSSNR.

Au cours de cette année, nous gérerons notre charge de travail courante tout en prenant les mesures qui s'imposent pour contribuer à une transition harmonieuse vers l'OSSNR, de manière à réduire au minimum les interruptions dans les travaux d'examen et d'enquête en ce qui concerne le SCRS. Ce faisant, il faudra collaborer avec des partenaires gouvernementaux, notamment ceux qui font partie de la collectivité de la sécurité nationale du Canada, sur certains des aspects pratiques de la transition qui sont prévus. En 2018-2019, le CSARS a continué à

discuter avec le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement afin d'étudier les possibilités de coopération en vue d'éviter les doubles emplois, conformément à la loi.

Aperçu de nos plans et contexte opérationnel

Mieux informer les Canadiens et les parlementaires

La méthode de recherche du CSARS est conçue de manière à traiter un vaste éventail de sujets, avec célérité et de façon précise, tout en assurant un examen attentif et continu des secteurs à haut risque. Pour décider des aspects à examiner, le CSARS tient compte d'un certain nombre de facteurs, notamment des événements ou faits nouveaux qui représentent une menace potentielle pour la sécurité du Canada ou qui pourraient éventuellement constituer une menace à cet égard; des priorités fixées par le gouvernement du Canada en matière de renseignement; des activités du SCRS qui pourraient influencer sur les droits et libertés individuels; des problèmes signalés dans le cadre du processus d'examen du CSARS et de nouvelles lois, orientations ou initiatives qui concernent le SCRS.

À l'aide de ses outils de planification, notamment une matrice de planification axée sur le risque, le CSARS veillera à ce que les examens du prochain exercice portent sur les questions à haut risque et touchent à l'ensemble des directions, domaines d'enquête et régions du SCRS. De plus, le CSARS adoptera une approche de planification à plus long terme visant à faire en sorte que l'ensemble des programmes et activités soient examinés de façon régulière et cyclique.

Le CSARS continuera de fournir ses évaluations annuelles, comme le prévoit la loi, des mesures de réduction des menaces (MRM) du SCRS et de remettre au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile un certificat indiquant dans quelle mesure le rapport annuel du directeur du SCRS lui paraît acceptable. Enfin, le CSARS publiera ses rapports annuels plus tôt au cours de l'année civile afin de fournir aux Canadiens et aux parlementaires des renseignements plus à jour et donc plus pertinents sur les activités du SCRS.

Continuer d'améliorer l'accès à la justice

La modernisation continue des Règles de procédure du CSARS en fonction des pratiques exemplaires, conçue à l'interne et importée d'autres tribunaux administratifs d'enquête, demeure un élément central de la stratégie en continu du CSARS pour améliorer l'accès à ses processus et veiller à ce que ces derniers soient achevés en temps opportun. Par conséquent, le CSARS continuera d'évaluer ses Règles de procédure afin de s'assurer que les Canadiens reçoivent une réponse rapide à leurs plaintes contre le SCRS, tout en respectant les principes de justice fondamentale comme le droit d'être entendu par un arbitre impartial.

Le personnel des Enquêtes continuera de travailler à la rationalisation des processus internes relatifs à la gestion de cas afin d'améliorer la souplesse du processus d'affectation des ressources et d'aider à la formation des nouveaux employés en vue de soutenir les membres du CSARS dans l'exercice de leurs fonctions quasi judiciaires.

Contexte opérationnel et risques principaux : conditions touchant notre travail

En juin 2017, le gouvernement a déposé le projet de loi C-59. Le projet de loi a été adopté en troisième lecture à la Chambre des communes le 19 juin 2018. Le projet de loi a ensuite été envoyé au Sénat, où il est à l'étude en Comité depuis le 11 décembre 2018. La loi proposée vise à combler les lacunes relevées dans les récentes lois et politiques du Canada en matière de sécurité nationale, particulièrement celles adoptées en vertu de la *Loi antiterroriste de 2015* (autrefois le projet de loi C-51). Avec ce projet de loi, le gouvernement du Canada cherche à créer un nouvel organisme d'examen qui remplacera le CSARS, et qui serait chargé d'examiner les activités de tous les ministères et organismes fédéraux qui mènent des activités dans le domaine de la sécurité nationale et du renseignement. Cela fait partie de l'engagement du gouvernement à assurer une plus grande transparence et une plus grande reddition de comptes au sein de l'appareil de la sécurité nationale et du renseignement du Canada. Par conséquent, ayant un intérêt marqué pour ce projet de loi, le CSARS prépare le terrain pour la transition du Comité, qui deviendra le nouvel organisme d'examen de la sécurité nationale et du renseignement. Par ailleurs, le CSARS suit les travaux du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et il est impatient de collaborer avec ce dernier et d'exécuter son mandat relatif à l'examen de manière à être complémentaire à ce nouveau comité.

Le gouvernement a fourni un financement additionnel au CSARS jusqu'en 2020 pour lui permettre de mieux évoluer au rythme de la croissance et de l'expansion des pouvoirs du SCRS. Ce financement permettra au CSARS d'examiner les activités du SCRS de façon approfondie. Cependant, en raison de la durée de ce financement temporaire, le CSARS fera face à des problèmes de dotation. Vu cette approche à court terme, le CSARS ne peut pas offrir de postes permanents aux nouveaux employés ce qui limitera le bassin de candidats compétents et pourrait mener à un roulement plus élevé.

Une collaboration et un échange de renseignements accrus à l'échelle nationale et internationale sont des éléments clés du travail dans le domaine du renseignement moderne. Le mandat du CSARS se trouve limité à l'examen des activités du SCRS, ce qui signifie que ses examens ne permettent pas de suivre le fil d'une enquête du SCRS lorsque celle-ci vise un autre ministère ou organisme. Cette lacune serait comblée par la création de l'OSSNR par adoption du projet de loi C-59. En attendant, le CSARS ne pourra pas mener les examens concernant des questions de sécurité nationale qui vont au-delà du SCRS, même si ces enjeux peuvent influencer les actions et les conseils de ce dernier.

Pour de plus amples renseignements sur les plans, les priorités et les résultats prévus de CSARS, consulter la section « Résultats prévus » du présent rapport.

Résultats prévus : ce que nous voulons accomplir cette année et par la suite

Responsabilités essentielles

Enquêtes sur les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité

Description

Le CSARS est un organisme d'examen externe indépendant qui s'occupe d'examiner les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité afin de déterminer si celles-ci sont conformes à la loi et aux directives ministérielles; d'enquêter sur les plaintes déposées par quiconque concernant les activités du Service, incluant les refus d'une habilitation de sécurité; de remettre au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile un certificat concernant le rapport annuel du directeur du SCRS pour déterminer s'il y a des activités qui n'étaient pas autorisées, qui contrevenaient aux directives données par le ministre ou qui touchaient l'exercice abusif ou déraisonnable des pouvoirs. Le CSARS formule des constatations, et, le cas échéant, des recommandations visant à améliorer le rendement et à prévenir la non-conformité. Les résultats de ce travail, adaptés pour des raisons de sécurité nationale et de protection de la vie privée, sont résumés dans un rapport annuel, qui est déposé au Parlement par le ministre.

Faits saillants de la planification

Les examens du CSARS sont conçus de manière à traiter un vaste éventail de sujets, avec célérité et de façon précise, tout en assurant un examen attentif et continu des secteurs à haut risque. Pour décider des aspects à examiner, le CSARS tient compte d'un certain nombre de facteurs, notamment des événements ou faits nouveaux qui pourraient éventuellement constituer une menace à la sécurité du Canada; des priorités fixées par le gouvernement du Canada en matière de renseignement; des activités du SCRS qui pourraient influencer sur les droits et libertés individuels; des problèmes signalés dans le cadre du processus d'examen du CSARS et de nouvelles lois, orientations ou initiatives qui concernent le SCRS.

À l'aide de ses outils de planification, notamment une approche de planification axée sur le risque, le CSARS veillera à ce que les examens du prochain exercice portent le plus possible sur les questions à haut risque et touchent à l'ensemble des grands programmes, divisions et bureaux régionaux du SCRS. De plus, le CSARS adoptera une approche de planification à plus long terme visant à faire en sorte que l'ensemble des programmes et activités soient examinés de façon régulière et cyclique.

Afin de maximiser la compréhension des activités du SCRS au sein de l'ensemble de la collectivité canadienne du renseignement et la mesure dans laquelle ces activités sont examinées, le CSARS collaborera avec les autres organismes de surveillance au cours de la prochaine année.

La modernisation continue des Règles de procédure du CSARS en fonction des pratiques exemplaires demeure un élément central de la stratégie en continu du CSARS pour améliorer l'accès à ses processus et veiller à ce que ces derniers soient achevés en temps opportun.

En ce qui concerne les enquêtes, le CSARS continuera de travailler à la rationalisation des processus internes relatifs à la gestion de cas afin d'améliorer la souplesse du processus d'affectation des ressources et d'aider à la formation des nouveaux employés en vue de soutenir les membres du CSARS dans l'exercice de leurs fonctions quasi judiciaires. De tels efforts sont appuyés par un logiciel de gestion de cas lancé au cours du dernier exercice. Le personnel des Enquêtes continuera également à élargir ses services juridiques internes en fournissant des conseils juridiques relatifs aux examens précis des activités du SCRS ainsi qu'un large éventail de questions organisationnelles. Le CSARS développe un outil de mesure de la satisfaction des plaignants à l'égard du processus de traitement des plaintes. Ces améliorations permettront au CSARS de recueillir les données requises pour perfectionner ses processus. Le CSARS est mieux placé pour offrir un meilleur accès à la justice pour les Canadiens en enquêtant sur leurs plaintes plus rapidement.

Le CSARS utilise abondamment ses ressources documentaires pour s'acquitter efficacement de son mandat. Les améliorations apportées à l'organisation de l'information grâce à l'introduction de procédures, de normes et d'un stockage accru de renseignements électroniques placent le CSARS dans une position lui permettant d'aller de l'avant avec son projet visant la numérisation des documents papier et un accès facilité à l'information.

Le CSARS a reçu des ressources additionnelles pour numériser la plus grande partie des renseignements actuellement sur papier, puis les incorporer au système de gestion de l'information. Ces initiatives continuent à fournir au CSARS les outils nécessaires pour être plus efficient et efficace.

Le CSARS continuera à mettre en place un système intégré de gestion des cas pour les documents électroniques pour les enquêtes et les examens. Cet outil permettra au CSARS d'accéder plus facilement et plus efficacement à ses documents et processus, ce qui augmentera l'efficacité et réduira la dépendance aux documents papier.

Résultats prévus

| Résultats ministériels | Indicateurs de résultat ministériel | Cible | Date d'atteinte de la cible | Résultats réels 2015-2016 | Résultats réels 2016-2017 | Résultats réels 2017-2018 |
|--|--|--|-----------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Le SCRS respecte la loi, et ses activités sont raisonnables et nécessaires. | Pourcentage des activités opérationnelles à risque moyen ou élevé examinées chaque année | 80 % | 2018-2020 | Sans objet | 75% | 79% |
| | Mesure dans laquelle les parties à la plainte sont satisfaites du processus de traitement des plaintes | Cible à établir au plus tard le 31 mars 2020 | 2022-2023 | Sans objet | Sans objet | Sans objet |
| | Pourcentage des recommandations acceptées par le SCRS | 90 % | 2018-2019 | 88% | 95% | 95,7% |
| | Pourcentage des recommandations que fait avancer le SCRS | 80 % | 2019-2020 | Sans objet | Sans objet | 66,7% |

Ressources financières budgétaires (en dollars)

| Budget principal des dépenses 2019-2020 | Dépenses prévues 2019-2020 | Dépenses prévues 2020-2021 | Dépenses prévues 2021-2022 |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 3 752 433 | 3 752 433 | 2 062 960 | 2 062 960 |

Ressources humaines (équivalents temps plein)

| Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020 | Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021 | Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022 |
|---|---|---|
| 24,5 | 14,0 | 14,0 |

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de CSARS sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)¹.

Services internes

Description

Les Services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les Services internes désignent les activités et les ressources des 10 services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants :

- services de gestion et de surveillance;
- services des communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

| Budget principal des dépenses 2019-2020 | Dépenses prévues 2019-2020 | Dépenses prévues 2020-2021 | Dépenses prévues 2021-2022 |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 1 402 384 | 1 402 384 | 1 026 588 | 1 026 588 |

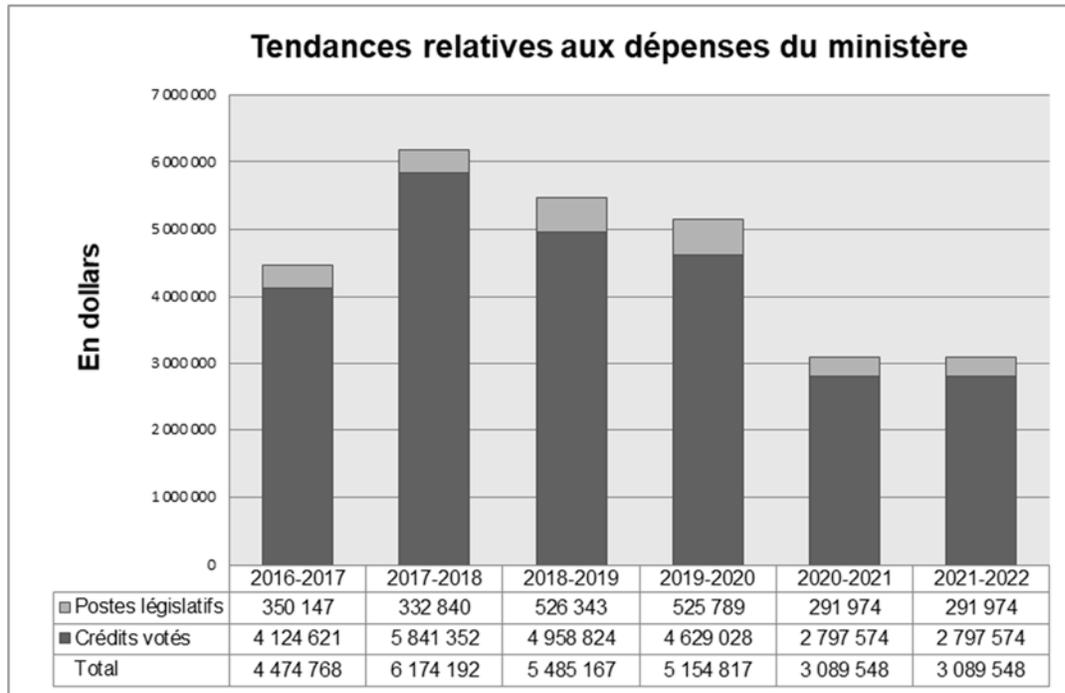
Ressources humaines (équivalents temps plein)

| Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020 | Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021 | Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022 |
|---|---|---|
| 7,5 | 5,0 | 5,0 |

Dépenses et ressources humaines

Dépenses prévues

Graphique des tendances relatives aux dépenses du Ministère



Les dépenses globales du CSARS ont augmenté par rapport à 2015-2016. Le CSARS s'est vu allouer des fonds stratégiques pour 2016-2017 et la capacité supplémentaire a été prolongée jusqu'en 2019-2020 afin de soutenir les changements prévus au gouvernement et de lui permettre de suivre le rythme des activités élargies du SCRS.

Les discussions du gouvernement actuel sur la responsabilité en matière de sécurité nationale auront des répercussions sur le CSARS, conformément au projet de loi C-59. Toutefois, il est prématuré pour déterminer l'impact financier de la loi.

Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes (en dollars)

| Responsabilités essentielles et Services internes | Dépenses 2016-2017 | Dépenses 2017-2018 | Prévisions des dépenses 2018-2019 | Budget principal des dépenses 2019-2020 | Dépenses prévues 2019-2020 | Dépenses prévues 2020-2021 | Dépenses prévues 2021-2022 |
|--|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Enquêtes sur les activités opérationnelles du SCRS | 2 651 234 | 2 894 198 | 3 992 910 | 3 752 433 | 3 752 433 | 2 062 960 | 2 062 960 |
| Services internes | 1 823 534 | 3 279 994 | 1 492 257 | 1 402 384 | 1 402 384 | 1 026 588 | 1 026 588 |
| Total | 4 474 768 | 6 174 192 | 5 485 167 | 5 154 817 | 5 154 817 | 3 089 548 | 3 089 548 |

Ressources humaines prévues

Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes (équivalents temps plein)

| Responsabilités essentielles et Services internes | Équivalents temps plein réels 2016-2017 | Équivalents temps plein réels 2017-2018 | Prévisions d'équivalents temps plein 2018-2019 | Équivalents temps plein prévus 2019-2020 | Équivalents temps plein prévus 2020-2021 | Équivalents temps plein prévus 2021-2022 |
|--|---|---|--|--|--|--|
| Enquêtes sur les activités opérationnelles du SCRS | 17,0 | 18,7 | 18,8 | 24,5 | 14,0 | 14,0 |
| Services internes | 8,0 | 10,0 | 10,4 | 7,5 | 5,0 | 5,0 |
| Total | 25,0 | 28,7 | 29,2 | 32,0 | 19,0 | 19,0 |

Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits de CSARS sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2019-2020](#)ⁱⁱ.

État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu général des opérations de CSARS. Les prévisions des renseignements financiers concernant les dépenses et les recettes sont préparées selon la méthode de comptabilité d'exercice afin de renforcer la responsabilisation et d'améliorer la transparence et la gestion financière. Les montants des prévisions des dépenses et des dépenses prévues présentées dans d'autres sections du plan ministériel sont établis selon la

méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Par conséquent, il est possible que les montants diffèrent.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web du CSARSⁱⁱⁱ](#).

État des résultats condensé prospectif
pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (en dollars)

| Renseignements financiers | Prévisions des résultats 2018-2019 | Résultats prévus 2019-2020 | Écart (résultats prévus pour 2019-2020 moins prévisions des résultats de 2018-2019) |
|---|------------------------------------|----------------------------|---|
| Total des dépenses | 6 399 953 | 6 074 207 | (325 746) |
| Total des revenus | (0) | (0) | (0) |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts | 6 399 953 | 6 074 207 | (325 746) |

Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts pour les résultats prévus pour 2019-2020 devrait diminuer de 325 746 \$ par rapport au coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts pour les résultats des prévisions 2018-2019. Cette diminution s'explique principalement par:

- La temporisation des fonds alloués au projet de relocalisation complété en 2018-2019.

Renseignements complémentaires

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Administrateur général : L'honorable Pierre Blais, c.p.

Instruments habilitants : *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*^{iv}

Année d'incorporation ou de création : 1984

Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

La section « Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » est accessible sur le [site Web du CSARS](#)^v.

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels du CSARS pour 2019-2020 sont illustrés ci-dessous.

| Structure | 2019-2020 | 2018-2019 | Changement | Justification du changement |
|-----------------------------------|---|---|------------------|-----------------------------|
| RESPONSABILITÉ ESSENTIELLE | Enquêtes sur les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité | Enquêtes sur les activités opérationnelles du Service canadien du renseignement de sécurité | Aucun changement | Sans objet |
| PROGRAMME | Examen des activités du Service canadien du renseignement de sécurité | Examen des activités du Service canadien du renseignement de sécurité | Aucun changement | Sans objet |
| PROGRAMME | Enquêtes sur les plaintes contre le Service canadien du renseignement de sécurité | Enquêtes sur les plaintes contre le Service canadien du renseignement de sécurité | Aucun changement | Sans objet |

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au Répertoire des programmes de CSARS sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{vi}.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le [site Web du CSARS](#)^{vii}.

- ▶ [Analyse comparative entre les sexes](#)^{viii}.

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{ix}. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédérales connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Telles qu'elles sont présentées dans les [Services d'annuaires gouvernementaux électroniques](#)^x.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

C.P. 2430, succursale D

Ottawa (Ontario) K1P 5W5

Téléphone : 613-907-4404

Télécopieur : 613-907-4445

Site Web : www.sirc-csars.gc.ca

Courriel : info@sirc-csars.gc.ca

Annexe : définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])

Approche analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des services sur les femmes, les hommes et les personnes de divers genres. Le « plus » dans ACS+ met en relief le fait que l'analyse ne se limite pas au sexe ou au genre. L'identité de chacun est déterminée par de multiples facteurs qui se recoupent; l'ACS+ tient compte de ces facteurs, qui incluent la race, l'ethnicité, la religion, l'âge ainsi que les déficiences physiques et intellectuelles.

cadre ministériel des résultats (Departmental Results Framework)

Comprend les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

équivalent temps plein (full time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

évaluation (evaluation)

Au sein du gouvernement du Canada, collecte et analyse systématiques et neutres de données probantes en vue d'évaluer le bien-fondé, le mérite ou la valeur. L'évaluation guide la prise de décisions, les améliorations, l'innovation et la reddition de comptes. Elle porte habituellement sur les programmes, les politiques et les priorités et examine des questions se rapportant à la pertinence, à l'efficacité et à l'efficience. Toutefois, selon les besoins de l'utilisateur, l'évaluation peut aussi examiner d'autres unités, thèmes et enjeux, notamment des solutions de rechange aux interventions existantes. L'évaluation utilise généralement des méthodes de recherche des sciences sociales.

expérimentation (experimentation)

Activités visant à étudier, mettre à l'essai et comparer les effets et les répercussions de politiques, d'interventions et d'approches pour savoir ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, et à étayer la prise de décision sur des éléments probants.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

indicateur de résultat ministériel (Departmental Result Indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont présentés au Parlement au printemps.

priorité (priority)

Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2019-2020, les priorités pangouvernementales sont des thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2015 (c'est-à-dire la croissance de la classe moyenne, un gouvernement ouvert et transparent, un environnement sain et une économie forte, la diversité en tant que force du Canada, ainsi que la sécurité et les possibilités).

production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

profil de l'information sur le rendement (Performance Information Profile)

Document présentant les renseignements relatifs au rendement pour chaque programme faisant partie du Répertoire des programmes.

programme (Program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

programme temporisé (sunset program)

Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Présente de l'information sur les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (Program Inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère

responsabilité essentielle (Core Responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (Departmental Result)

Changements sur lesquels les ministères veulent exercer une influence. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

Notes en fin d'ouvrage

- i InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- ii Budget principal des dépenses 2018-2019, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- iii Site web du Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité, <http://www.sirc-csars.gc.ca/>
- iv Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité, <http://www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-23/>.
- v Site web du Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité, <http://www.sirc-csars.gc.ca/>
- vi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- vii Site web du Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité, <http://www.sirc-csars.gc.ca/>
- viii Site web du Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité, Analyse comparative entre les sexes plus, http://www.sirc-csars.gc.ca/abtprp/index-fra.html#section_1_5
- ix Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>
- x Services d'annuaires gouvernementaux électroniques (SAGE), <http://sage-geds.tpsgc-pwgsc.gc.ca/fr/SAGE?pgid=002>.